

AIDE EN LIGNE – DÉCLARATION N° 2777

I. REDEVABLE DE L'IMPÔT

La déclaration n° 2777 qui permet de déclarer et payer les prélèvements forfaitaires et sociaux sur les revenus de capitaux mobiliers doit être utilisée par le redevable légal c'est-à-dire l'établissement payeur établi en France (le débiteur des revenus ou la personne qui assure le paiement des revenus des bénéficiaires).

II. MODALITÉS DE DÉCLARATION ET DE PAIEMENT

La déclaration n° 2777 est souscrite pour liquider et payer :

- le prélèvement forfaitaire et la retenue à la source sur les revenus de capitaux mobiliers ainsi que sur les bénéfices réalisés en France par les sociétés étrangères ;
- le versement de l'acompte relatif à la contribution sociale généralisée (CSG), au prélèvement de solidarité et à la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) ainsi que le versement de l'acompte sur les prélèvements et retenues à la source, dont la date est fixée au 15 octobre de chaque année.

Le versement des sommes retenues au titre du prélèvement, de la retenue à la source et des prélèvements sociaux doit être opéré dans les quinze premiers jour du mois qui suit le paiement des revenus.

La déclaration n° 2777 souscrite au titre des revenus distribués doit obligatoirement être déposée par voie dématérialisée (article 1649 quater B quater du CGI) et faire l'objet d'un télé-paiement (article 1681 septies du CGI).

III. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA TÉLÉ-DÉCLARATION

Le formulaire déclaratif est composé de plusieurs cadres.

1) Les prélèvements :

- le prélèvement sur les intérêts, arrérages et produits de toute nature servis à des personnes fiscalement domiciliées en France prévu à l'article 125 A du code général des impôts (CGI) ;
- le prélèvement sur les intérêts des bons et contrats de capitalisation et assimilés « Assurance-vie » prévu à l'article 125-0 A du CGI ;
- le prélèvement sur les revenus distribués visé à l'article 117 quater du CGI ;
- les autres produits soumis à prélèvements.

2) Les retenues à la source :

- la retenue à la source sur les bénéfices réalisés en France par les sociétés étrangères prévue aux articles 115 quinquies, 1673 bis et 119 bis 2 du CGI ;
- la retenue à la source sur les intérêts des bons de caisse visée aux articles 1678 bis et 119 bis 1 du CGI ;
- la retenue à la source sur les revenus distribués à des non-résidents prévue à l'article 119 bis 2 du CGI.

3) Les contributions et prélèvements :

- la contribution sociale généralisée (CSG) ;
- le prélèvement social ;
- la contribution additionnelle au prélèvement social de 0,3 % ;
- la contribution additionnelle au prélèvement social de 1,1 % et du prélèvement de solidarité de 2 % ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) de 0,5 %.

4) Le versement et l'imputation des acomptes.

5) Le montant à payer ou l'excédent :

- le total à payer ;
- la demande de remboursement ;
- le report de l'excédent.

IV. PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DE LA TÉLÉ-DÉCLARATION

Une notice explicative à la déclaration n° 2777 est disponible sur le site «www.impots.gouv.fr».

CADRE PRÉLÈVEMENTS

Il existe trois type de prélèvements :

1. Les prélèvements sur les intérêts, arrérages et produits de toute nature servis à des personnes fiscalement domiciliées en France prévu à l'article 125 A du code général des impôts (CGI)

Il existe trois prélèvements forfaitaires non libératoires de l'impôt sur le revenu :

- le prélèvement de 12,8 % prévu à l'[article 125 A du CGI](#) applicable aux produits de placement à revenu fixe (à l'exception de certains produits détaillés dans la notice). Sont ainsi concernés par ce prélèvement de 12,8 % les intérêts, arrérages et produits de toutes natures (**lignes AB**).

- les prélèvements forfaitaires libératoires (PFL) de l'impôt sur le revenu

Sont soumis à un PFL obligatoire :

- les produits versés dans un ETNC : PFL de 75 %, quel que soit l'État de résidence du bénéficiaire ([CGI, art 125 A, III et V](#)) (**ligne CO**).

- les produits d'épargne dite « solidaire » : PFL de 5 % ([CGI, art. 125 A, II et V](#)) (**ligne DC**).

2. Les prélèvements sur les intérêts des bons et contrats de capitalisation et assimilés « Assurance-vie » prévu à l'article 125-0 A du CGI

- le prélèvement sur les bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature prévu à l'[article 125 0 A du CGI](#) souscrits après le 26 septembre 1997 pour les revenus perçus en 2018 et correspondant aux primes versées après le 27 septembre 2017. Les produits des contrats de moins de 8 ans sont soumis lors de leur versement à un prélèvement de 12,8 %. Ils sont ensuite portés sur la déclaration de revenus pour être imposés soit :

- au taux forfaitaire de 12,8 % ;
- sur option au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

S'agissant des contrats de huit ans et plus, les produits sont soumis lors de leur versement à un prélèvement forfaitaire de 7,5 %. Ces produits sont ensuite portés sur la déclaration de revenu pour être imposés, après abattement de 4 600 € (9 200 € pour un couple) soit :

- à un taux forfaitaire de 7,5 % pour les produits correspondant aux primes n'excédant pas 150 000 € et 12,8 % pour les primes excédant 150 000 € ;
- sur option au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Ces prélèvements sont à déclarer aux **lignes DE à DO**.

- Le prélèvement sur option (libératoire de l'impôt sur le revenu) : [CGI, art. 125-0 A](#)

Le prélèvement sur option concerne les bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature souscrits après le 26 septembre 1997, pour les revenus perçus avant 2018 et en 2018 mais correspondant aux primes versées avant le 27 septembre 2017. Il est réservé aux personnes physiques domiciliées en France. Ces prélèvements sont à déclarer aux **lignes DE à DO**.

- les produits des bons et contrats de capitalisation lorsque le bénéficiaire est non résident ([CGI, art 125-0 A, II bis](#)) : application des taux de prélèvement forfaitaire applicables aux résidents. Le taux du PFL obligatoire est porté à 75 % lorsque le bénéficiaire est domicilié dans un ETNC (**ligne DO**).

3. Les prélèvements sur les revenus distribués visés à l'article 117 quater du CGI

Le prélèvement de 12,8 % prévu à l'[article 117 quater du CGI](#) applicable aux revenus distribués mentionnés à ce même article versés à des personnes physiques fiscalement domiciliées en France et agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé (**ligne EA**).

CADRE RETENUE À LA SOURCE

Une retenue à la source s'applique :

1. la retenue à la source sur les bénéfices réalisés en France par les sociétés étrangères prévue aux articles 115 quinquies, 1673 bis et 119 bis 2 du CGI

sur les bénéfices réalisés en France par les sociétés étrangères ([CGI, art. 115 quinquies](#), [art. 1673 bis](#) et 2 de l'[article 119 bis](#)). Les bénéfices sont à déclarer aux **lignes CQ à CY**.

2. La retenue à la source sur les intérêts des bons de caisse visée aux articles 1678 bis et 119 bis 1 du CGI

aux produits des bons de caisse (1 de l'[article 119 bis du CGI](#) et [1678 bis du CGI](#)) émis par les entreprises industrielles et commerciales et, quel que soit leur objet, par les personnes morales visées à l'[article 108 du CGI](#). Les intérêts et primes de remboursement sont à déclarer aux **lignes GH et GI**.

3. La retenue à la source sur les revenus distribués à des non-résidents prévue à l'article 119 bis 2 du CGI

aux revenus distribués à des personnes n'ayant pas leur domicile ou leur siège en France (2 de l'[article 119 bis du CGI](#)) (**lignes HA et suivantes**).

À compter du 1^{er} janvier 2013, le taux majoré de retenue à la source appliqué sur les revenus distribués par les sociétés établies en France et payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif au sens de l'[article 238-0 A du CGI](#), est porté à **75 %** quels que soient le domicile fiscal ou le siège social du bénéficiaire de ces revenus ([2 de l'article 119 bis](#) et 2 de l'[article 187 du CGI](#)) (**lignes HA et HF**).

TOTAL BRUT AVANT RÉGULARISATIONS

Il s'agit de la somme des rubriques « Prélèvements » et « Retenues à la source » à l'exception de la ligne HJ.

RÉGULARISATIONS

En raison notamment de l'incidence des conventions internationales, il est admis que le redevable impute les excédents de versements acquittés au titre du prélèvement forfaitaire et de la retenue à la source sur la déclaration n° [2777](#).

- **Ligne JK : à partir de la déclaration n° [2777](#) créditrice**

Lorsque le total des lignes OP + PS + PR + PG de la déclaration n° [2777](#) déposée au titre du mois précédent est créditeur, le redevable a la possibilité d'imputer ce crédit sur l'impôt net à verser au titre des déclarations ultérieures. Cette imputation s'opère à la **ligne JK**.

- **Ligne LM : au titre des formulaires n° 5000 et n° 5001**

Les excédents de versements acquittés au titre de la retenue à la source relative aux dividendes et revenus distribués ([CGI, 2 de l'art. 119 bis](#)) dont le redevable fait état pour la première fois sont imputables.

Colonne 2 : indiquer ici les régularisations qui ne concernent pas le PFU. Le montant total des régularisations pour cette colonne figure en **ligne KY** ;

Colonne 3 : elle sert à faire figurer les régularisations qui concernent le PFU (par exemple celles relatives à une retenue appliquée à une personne physique postérieurement à l'entrée en vigueur du PFU). Le montant total des régularisations pour cette colonne figure en **ligne KX** ;

Colonne 4 : il s'agit du total des régularisations effectuées aux colonnes 2 et 3. La ligne LM correspond toujours au total des lignes KY et KX. **Désormais, les originaux des formulaires n° 5000 et n° 5001 ne doivent plus être joints en annexe, ils doivent être produits uniquement sur demande de l'administration.**

- **Lignes MM, NP et NQ : autres régularisations**

Les lignes MM et NP servent à faire figurer les régularisations portant sur le PFU ou hors PFU et qui ne sont pas opérées au titre des formulaires n° 5000 et n° 5001.

Ainsi, lorsqu'il s'avère que la distribution effectuée au profit de comptes de bénéficiaires gérés à l'étranger par des intermédiaires financiers intervient finalement au profit d'une personne morale et non d'une personne physique, **la ligne NQ** permet de faire apparaître cette régularisation opérée après application du taux de 12,8 %. En effet, le taux de 12,8 % n'a donc pas vocation à s'appliquer. Il convient alors d'effectuer une régularisation pour substituer au taux de 12,8 % celui de 30 % ou de 15 %.

TOTAL NET APRÈS RÉGULARISATIONS
--

- **Lignes OP1 et OP2**

Les lignes OP1 et OP2 permettent de déterminer si la déclaration est payante ou excédentaire.

CADRE CONTRIBUTIONS ET PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX

Les revenus des placements financiers sont soumis à la contribution sociale généralisée, au prélèvement de solidarité et à la contribution pour le remboursement de la dette sociale. La base imposable de ces contributions et prélèvements est constituée :

- D'une part, des produits imposables à l'impôt sur le revenu. Sont concernés :
 - les produits de placements sur lesquels sont opérés les prélèvements prévus au II de l'[article 125-0 A du code général des impôts](#), aux II, III, second alinéa du 4° et deuxième alinéa du 9° du III *bis* de l'[article 125 A](#) du même code, ainsi que les produits de placements mentionnés au I du même [article 125 A](#) et ceux mentionnés au I de l'[article 125-0 A](#) du même code et les produits de même nature imposables à l'impôt sur le revenu, à l'exception de ceux ayant déjà supporté la contribution au titre des articles [L.136-3](#) et [L.136-4](#) du CSS ;
 - les revenus distribués mentionnés au 1° du 3 de l'[article 158 du code général des impôts](#).
- D'autre part, des produits qui ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu.

Ces revenus des placements financiers sont soumis aux contributions et prélèvements sociaux selon les modalités suivantes :

1° La contribution sociale généralisée

- Les produits imposables à l'impôt sur le revenu sont soumis à la CSG au taux en vigueur soit au taux de 9,2 % (**ligne QG**). Les autres prélèvements sociaux sont également déterminés en retenant leur taux en vigueur à la date du fait générateur d'imposition.
- Les produits non soumis à l'impôt sur le revenu sont soumis à la CSG pour la part acquise ou constatée :
 - du 1^{er} janvier au 31 décembre 1997, au taux de 3,4 % (**ligne PP**) ;
 - du 1^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2004, au taux de 7,5 % (**ligne PW**) ;
 - du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2017, au taux de 8,2 % (**ligne PN**) ;
 - du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018, au taux de 9,9 % (**ligne QE**) ;
 - depuis le 1^{er} janvier 2019, au taux de 9,2 % (**ligne QG**).

2° Le prélèvement social

- Les produits non soumis à l'impôt sur le revenu sont soumis au prélèvement social pour la part acquise ou constatée :
 - du 1^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2010, au taux de 2 % (**ligne PY**),
 - du 1^{er} janvier 2011 au 30 septembre 2011 au taux de 2,2 % (**ligne QA**),
 - du 1^{er} octobre 2011 au 30 juin 2012, au taux de 3,4 % (**ligne QB**),
 - du 1^{er} juillet 2012 au 31 décembre 2012, au taux de 5,4 % (**ligne QC**),
 - du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2018, au taux de 4,5 % (**ligne QD**).

3° La contribution additionnelle au prélèvement social – solidarité-autonomie

Elle s'applique au taux de 0,3 % aux produits non soumis à l'impôt sur le revenu (**ligne PR**).

4° Le prélèvement de solidarité et la contribution additionnelle au prélèvement social – revenu de solidarité active (RSA) de 1,1 %

Ce prélèvement au taux de 2 % s'applique aux produits non soumis à l'impôt sur le revenu (**ligne QF**) ;

Le prélèvement de solidarité au taux de 7,5 % s'applique :

- aux produits imposables à l'impôt sur le revenu (**ligne QH**) ;
- aux produits en euros des bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature et aux produits en euros des plans d'épargne populaire lors de leur inscription au contrat ou au plan (**ligne QH**).

La contribution additionnelle au prélèvement social – RSA de 1,1 % continue toutefois de s'appliquer sur les produits non soumis à l'impôt sur le revenu, pour la part de ces produits acquise et, le cas échéant, constatée du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012 au taux de 1,1 % (**ligne PF**) au titre de la contribution additionnelle – Revenu de solidarité active).

5° La contribution pour le remboursement de la dette sociale

La contribution au taux de 0,5 % (**lignes AAA à AAI**) s'applique :

- aux produits imposables à l'impôt sur le revenu ;
- aux produits non soumis à l'impôt sur le revenu, pour la seule part acquise ou constatée depuis le 1^{er} février 1996 ;
- aux produits en euros des bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature et aux produits en euros des plans d'épargne populaire lors de leur inscription au contrat ou au plan.

Important

L'assiette de la CRDS doit être ventilée par produit :

- les intérêts sur livrets, **ligne AAA** ;
- les revenus tirés des obligations, **ligne AAB** ;
- les revenus distribués entrant dans le champ de l'[article 117 quater du CGI](#), **ligne AAC** ;
- les produits issus des plans et comptes épargne logement (PEL et CEL), **ligne AAD** ;
- les gains tirés des plans d'épargne en actions (PEA et PEA-PME), **ligne AAE** ;
- les produits générés au titre de la participation ou de l'épargne salariale **ligne AAF** ;
- les produits issus des contrats de capitalisation multisupports ou unités de compte, **ligne AAG** ;
- les produits issus des contrats de capitalisation ou assimilés en euros, **ligne AAH** ;
- les autres produits, **ligne AAI**.

CADRE VERSEMENT ET IMPUTATION DES ACOMPTES

Le paiement des acomptes

Généralités :

→ Les acomptes à verser doivent figurer en **lignes RY, ABA et ABB** du formulaire dédié à la période de septembre. La date limite de paiement de l'acompte est fixée au 15 octobre, comme pour les éléments relatifs à la période de septembre.

→ Un acompte d'impôt sur le revenu est dû (ligne RY) lorsque des éléments ont été déclarés au titre de la période de décembre de l'année précédente. Les produits effectivement soumis à acompte ainsi que les modalités de modulation de l'acompte sont précisées à l'article 1678 quater du code général des impôts.

→ Un acompte de prélèvements sociaux est dû (lignes ABA et ABB) lorsque des sommes ont été déclarées au titre de la période de décembre de l'année précédente et/ou de janvier de l'année de versement de l'acompte. Les produits effectivement soumis à acompte ainsi que les modalités de modulation de l'acompte sont visés à l'article 1600-0 D du code général des impôts renvoyant aux dispositions de l'article L136-7 du code de la sécurité sociale.

Précisions :

• Acompte d'impôt sur le revenu

La retenue à la source prévue au 1 de l'[article 119 bis](#) appliquée sur les produits mentionnés à l'article [1678 bis](#) ainsi que les prélèvements ou retenues à la source prévus au 2 du même [article 119 bis](#), au II de l'[article 125-0 A](#) et à l'[article 125 A](#) font l'objet du versement d'un acompte égal à 90 % du montant de ces prélèvements ou retenues à la source dus au titre du mois de décembre de l'année précédente.

Sont exclus de ce versement :

- les prélèvements sur les intérêts des comptes courants et des comptes bloqués d'associés ;
- les prélèvements sur les intérêts dus par les offices notariaux au titre des produits de compte de consignment, de dépôt spécifique et de titres consignés.

- **Acompte sur prélèvements sociaux**

La contribution sociale généralisée (CSG), le prélèvement de solidarité et la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) dus par les établissements payeurs au titre des mois de décembre et janvier sur les revenus visés à l'[article L.136-7](#) du code de la sécurité sociale reproduit à l'[article 1600-0 D du CGI](#) font l'objet d'un versement global conformément aux dispositions de l'[article L. 138-21 du code de la sécurité sociale](#).

Par application des dispositions de l'article précité, l'acompte sur les prélèvements sociaux est déterminé sur la base de **l'assiette totale de CSG de :**

- décembre de l'année précédente pour la fraction d'acompte due au titre de décembre de l'année précédente ;
- janvier de l'année en cours pour la fraction d'acompte due au titre de janvier de l'année en cours.

L'assiette de référence définie ci-dessus est multipliée par le taux global de 17,2 % correspondant au cumul des taux de CSG (9,2 %), de prélèvement de solidarité (7,5 %) et de CRDS (0,5 %). Le résultat ainsi obtenu est retenu à hauteur de 90 % de son montant pour déterminer le montant d'acompte à verser dû au titre de décembre en ligne ABA et dû au titre de janvier en ligne ABB.

L'imputation des acomptes versés

Généralités :

→ Les acomptes payés en ligne RY et ABA de la déclaration de septembre s'imputent sur la déclaration de décembre de l'année en cours.

→ L'acompte payé en ligne ABB de la déclaration de septembre s'impute sur la déclaration de janvier de l'année suivante.

→ Si aucun acompte n'a été versé en septembre au titre de décembre et/ou de janvier alors aucun report n'est à effectuer sur les déclarations de décembre et/ou de janvier.

Précisions :

S'agissant de l'acompte prévu au II de l'[article 1678 quater](#), le principe est que l'acompte dû, au plus tard le 15 octobre de l'année, s'impute sur le montant dû, au titre du mois de décembre, concernant les mêmes produits.

Lorsque le montant de l'acompte est supérieur aux montants des prélèvements ou retenues réellement dus, le surplus est imputé sur le prélèvement ou la retenue dû à raison des autres produits de placement et, le cas échéant, sur les autres prélèvements ou retenues également dus en décembre.
L'excédent est restitué.

En pratique, lors du dépôt en janvier N de la déclaration n° [2777](#) afférente aux revenus de décembre N – 1, l'établissement payeur :

- procède à la liquidation de l'impôt dû au titre du prélèvement forfaitaire et de la retenue à la source (ligne OP) ;
- puis impute le versement effectué le 15 octobre de l'année N – 1 au titre de l'acompte (**ligne SE**), le montant ainsi obtenu étant ensuite intégré en **ligne SF**.

Concernant les prélèvements sociaux, dans le versement effectué le 15 octobre de chaque année, il convient de distinguer la fraction due au titre des mois de décembre N – 2 et janvier N – 1 (N étant l'année de dépôt de la déclaration) selon les modalités indiquées ci-après.

- **« Déclaration déposée en janvier N au titre de décembre N – 1 » (lignes SE et SI).**

Le principe est que la partie des versements dus au titre du mois de décembre s'impute sur les prélèvements et retenues, la CSG, le prélèvement de solidarité et la contribution au remboursement de la dette sociale dus au titre de ce même mois, puis, à titre subsidiaire, sur les autres prélèvements afférents également au mois de décembre.

Lors du dépôt en janvier N de la déclaration n° [2777](#) afférente aux revenus de décembre N – 1, l'établissement payeur :

- procède à la liquidation de la contribution sociale généralisée (ligne PQ), du prélèvement de solidarité (ligne PG) et de la contribution au remboursement de la dette sociale (ligne PU) dus sur l'ensemble des produits d'épargne au titre de décembre ;

– puis impute le versement déjà effectué le 15 octobre de l'année N – 1 au titre de la CSG, du prélèvement de solidarité et de la contribution au remboursement de la dette sociale (**ligne SI**) ;

- « **Déclaration déposée en février N au titre de janvier N** » (**lignes TJ et TC**).

Lors du dépôt en février N de la déclaration n° [2777](#) afférente aux revenus de janvier N, l'établissement payeur :

– procède à la liquidation de la contribution sociale généralisée (ligne PQ), du prélèvement de solidarité (ligne PG) et de la contribution au remboursement de la dette sociale (ligne PU) dus sur l'ensemble des produits d'épargne au titre de janvier ;

– puis impute le versement déjà effectué le 15 octobre de l'année N – 1 au titre de la CSG, du prélèvement de solidarité et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (**ligne TJ**). S'il y a lieu, l'excédent dégagé le mois précédent (ligne QR, si négative) sur la déclaration déposée en janvier et en l'absence de demande de restitution sur ladite déclaration est à reporter en **ligne TC**.

Résultat après imputation

- « **Déclaration déposée en janvier N au titre de décembre N – 1** » (**ligne SF**).

Les montants restants dus ou éventuellement en excédent au titre des différents prélèvements sociaux (ligne SI) ainsi que du prélèvement forfaitaire (ligne SE) sont globalisés en **ligne SF**.

- « **Déclaration déposée en février N au titre de janvier N** » (**ligne TG**).

Les montants restants dus ou éventuellement en excédent au titre des différents prélèvements sociaux (ligne TJ) ainsi que du prélèvement forfaitaire (ligne OP) sont globalisés en **ligne TG** sous déduction, le cas échéant du montant négatif de la déclaration déposée en janvier (ligne TC) pour laquelle aucune demande de remboursement n'a été formulée.

CADRE MONTANT À PAYER ET EXCÉDENT

TOTAL À PAYER (ligne QR positive/négative)

- Pour les déclarations mensuelles (hors déclarations d'acompte et de solde), le montant de l'impôt dû, reporté en ligne QR, est fonction du résultat du total des lignes OP + PS + PR + PG. Si ce total est positif alors le total de la déclaration est égal à la somme des lignes OP + PQ + PS + PR + PG + PU sinon, lorsque ce total est négatif, le total QR est égal à PQ + PU.

- Pour la déclaration ayant servi au paiement de l'acompte (période de septembre), Si le total des lignes OP + PS + PR + PG est positif alors le total dû au titre de la période est égal à la somme des lignes OP + PQ + PS + PR + PG + PU sinon, lorsque ce total est négatif, le total est égal à PQ + PU. Le total à payer (ligne QR) est égal à la somme des lignes dédiées à l'acompte : RY, ABA et ABB et du total dû sur la période de septembre.

- Pour les déclarations de régularisation, lors du dépôt des déclarations de janvier N au titre des revenus de décembre N – 1 et de février au titre des revenus de janvier, et à l'issue des imputations opérées au titre de la régularisation du versement unique du 15 octobre pour les prélèvements sociaux et pour les prélèvements forfaitaires et retenues à la source sur les produits visés au II de l'[art. 1678 quater du CGI](#), le redevable reporte le montant dû en ligne QR :

– si la ligne QR est négative sur la déclaration déposée en janvier, ce montant peut, au choix du redevable, faire l'objet d'une demande en restitution ou être reporté sur la déclaration déposée en février, ligne TC ;

– dans l'hypothèse où la déclaration déposée en février fait ressortir un excédent de versement (ligne QR négative), celui-ci doit être demandé en remboursement (ligne QS).

MONTANT EXCÉDENTAIRE (lignes QS et QT)

Lorsque la déclaration n° [2777](#) est en situation de crédit, une demande de remboursement ou de report peut être demandée.

Une situation de crédit est constatée si :

➔ Pour les déclarations portant sur les périodes de février à novembre, un crédit est constaté lorsque la somme des lignes OP et QF de votre déclaration fait apparaître un total créditeur.

➔ La déclaration de solde de décembre est créditrice si le montant de la ligne SF est négatif.

➔ La déclaration de solde de janvier est créditrice si le montant de la ligne TG est négatif.

Pour demander le remboursement, Il suffit de cocher la **case QS** de votre déclaration et d'adresser par mail, au service des impôts des entreprises gestionnaire de votre dossier, un relevé d'identité bancaire des coordonnées bancaires sur lesquelles le remboursement doit intervenir et si nécessaire, un mandat l'autorisant.

Pour un report de crédit, vous devez renseigner la **ligne QT** de votre déclaration. Dans le cas où la déclaration de janvier fait ressortir un excédent de versement alors une demande de remboursement doit obligatoirement être effectuée (le report est interdit sur la déclaration portant sur la période de janvier).